

Informations de base	
2017/2870(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la situation aux Maldives Subject 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général Zone géographique Maldives	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
05/10/2017	Décision du Parlement	T8-0383/2017	Résumé
05/10/2017	Résultat du vote au parlement		
05/10/2017	Débat en plénière		
05/10/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2017/2870(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B8-0549/2017	04/10/2017	
Proposition de résolution		B8-0550/2017	04/10/2017	
Proposition de résolution		B8-0555/2017	04/10/2017	
Proposition de résolution		B8-0556/2017	04/10/2017	
Proposition de résolution		B8-0558/2017	04/10/2017	
Proposition de résolution		B8-0560/2017	04/10/2017	
Proposition de résolution		B8-0561/2017	04/10/2017	

Texte adopté du Parlement, lecture unique	T8-0383/2017	05/10/2017	Résumé

Résolution sur la situation aux Maldives

2017/2870(RSP) - 05/10/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur la situation aux Maldives.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE et EFDD.

Le Parlement a déploré la **répression des opposants politiques aux Maldives**, et a demandé au gouvernement d'abandonner toutes les accusations portées contre l'ancien président Mohamed Nasheed et à libérer immédiatement et sans condition, toutes les personnes détenues pour des raisons politiques, y compris Qasim Ibrahim, chef du parti Jumhooree. Il a appelé le gouvernement des Maldives à assurer **l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire**, et demandé à la Cour suprême des Maldives de révoquer immédiatement la suspension de 56 avocats qui se sont vus imposer cette mesure en septembre 2017.

Le Parlement a demandé à l'UE d'utiliser tous les instruments à sa disposition afin de promouvoir le respect des droits de l'homme, notamment en envisageant l'introduction de **sanctions individuelles temporaires ciblées** contre les personnes qui bafouent les droits humains.

La résolution a déploré la **détérioration de la situation politique et des droits de l'homme** aux Maldives ainsi que le régime de plus en plus autoritaire du président Abdulla Yameen et de son gouvernement, ce qui a engendré un climat de peur et entravé les progrès accomplis ces dernières années dans le pays en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'état de droit, notamment en vue des élections qui doivent se tenir en 2018.

Les députés ont condamné en particulier l'adoption en 2016 de la **loi sur la diffamation et la liberté d'expression**, qui vise à réprimer la liberté d'expression, ainsi que les modifications apportées en 2016 à la loi sur la liberté de réunion qui limitent le droit de réunion.

Le Parlement a également fermement condamné **l'annonce de la réintroduction de la peine de mort** aux Maldives, exhortant le gouvernement et le Parlement des Maldives à respecter le moratoire sur la peine de mort qui est en vigueur depuis plus de 60 ans.